

# S1: À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

## E1

À quelles difficultés : difficultés de quelle nature ? sont-elles conjoncturelles ? Structurelles ? ...

...se heurtent : idée d'obstacle ; d'échec possible dont on doit établir les causes

...les États membres de la zone euro : pluriel donc les décisions sont-elles unanimes ? convergence éco. car zone de libre-échange visant une intégration économique et monétaire...

... pour conduire = conducteur ? Qui ? + aller dans un sens, atteindre une destination + donc finalité : croissance ? égalité ? Développement ? monnaie stable ? inflation ?

... leurs politiques économiques conjoncturelles : il s'agit de répondre à des objectifs de court terme, de réguler l'activité économique intérieure et vis-à-vis du RDM

## E4

À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

→ **Cibler les recherches dans les documents sur les difficultés**

## E2

À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

les États membres de la zone euro

→ Qui sont-ils ? structure : même poids ? conduisent → peut être une difficulté si plusieurs conducteurs si plusieurs destinations...

leurs **politiques économiques conjoncturelles**

**Problématiques : pourquoi les politiques conjoncturelles européennes rencontrent-elles des obstacles ? ; A quels types d'obstacles sont confrontées ... ; I**

À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

### Plan de base

I. Les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles se heurtent à des **difficultés** paradoxalement structurelles...

A. La structure des centres de décisions est **complexe** ...

- BCE (pol. Monétaire) vs Etat (Pol. Budgétaire)
- Orientations budgétaires de chacun mais à faire converger malgré des structures éco. et sociales diff.

B. ... et la convergence **structurelle** des économies nationales **inachevée**

- Dette publique...
- Marchés du travail

II. ... qui entraînent leurs\* politiques économiques conjoncturelles dans une **impasse** ?

\*les États membres de la zone euro ; pour conduire

A. Ces politiques peuvent **buter** en amont sur la mise en œuvre...

- Trouver un accord
- ...sous contraintes PSC + max 2 % pour prix

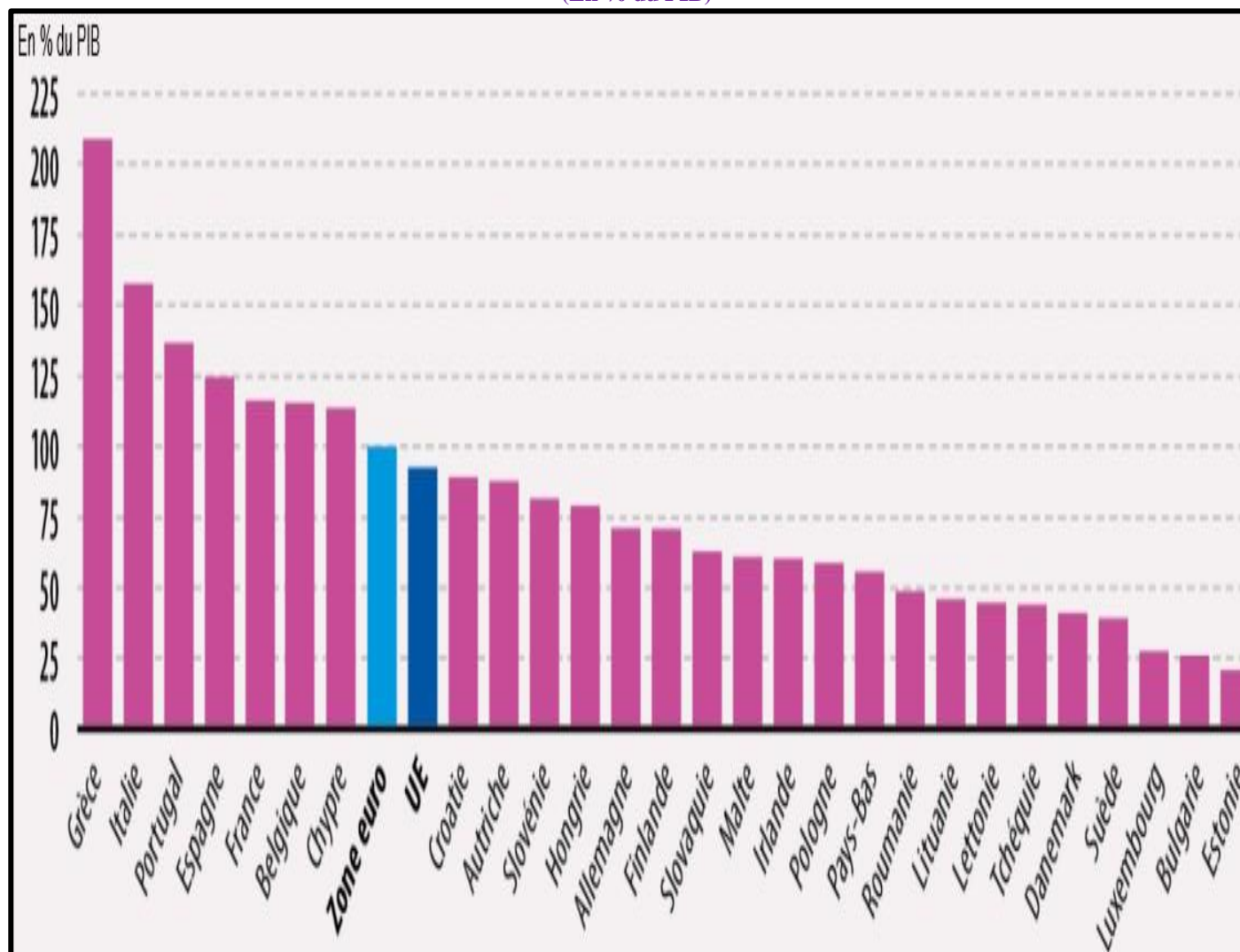
B. ... et en aval quant aux **contradictions** des attentes asymétriques

- All = ? Grèce
-

## DOCUMENT 1

Montant de la dette publique dans les pays de l'Union européenne (U.E.) au deuxième trimestre 2021

(En % du PIB)



Note : UE : Union européenne (27 pays membres). Zone euro (19 pays membres) : Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande.

Source : Eurostat, 2021.

Sujet : À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

*Dette publique = cumul des déficits dont long terme donc structurel*

**Rappel du PSC : 3 % de déficit public et 60 % de dette publique.**

- *Écarts entre recettes fiscales et dépenses publiques liées A PU dont la fonction principale est la production de S non marchands et la redistribution*
- *Si déficit alors  $D > R$  mais aussi...*
- *...D et / ou R de niveaux et poids différents selon les pays et aussi...*
- *...Ex. D. = reflet de services non marchands et d'attentes des ménages*

## DOCUMENT 2

### *Principaux indicateurs conjoncturels dans quelques pays de l'Union Européenne (UE) en 2019*

	Taux de chômage (En % de la population active)	Taux de croissance annuel du PIB réel (En %)	Taux d'inflation (En %)
<b>UE - 27 pays</b>	<b>6,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>
Zone euro - 19 pays	7,4	1,5	1,2
<i>Allemagne</i>	<i>3,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>
<i>Espagne</i>	<i>13,7</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>
<i>France</i>	<i>8,2</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>
<i>Grèce</i>	<i>16,7</i>	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>
<i>Irlande</i>	<i>4,7</i>	<i>4,9</i>	<i>0,9</i>
<i>Portugal</i>	<i>6,7</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>

Source : Eurostat, 2021.

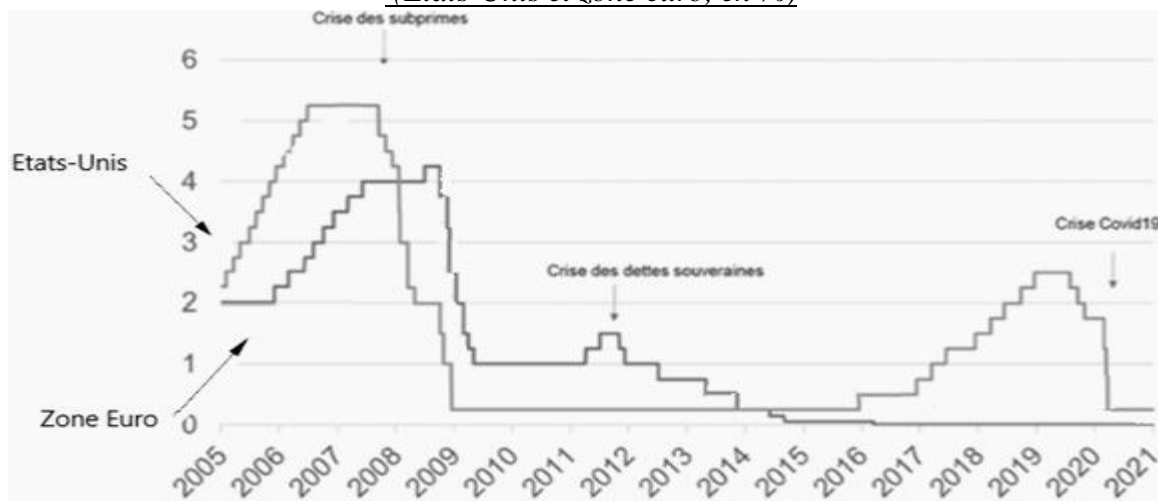
	Tx / U	Tx / PIB	Inflation
<b>Min / Max</b>	<b>3.3 All 16.7 Grèce</b>	<b>1.1 All 4.9 Irlande</b>	<b>0.3 Portugal 1.4 All</b>
<b>Diff.</b>	<b>13.4 pts</b>	<b>13.4 pts</b>	<b>1.1 pts</b>
<b>xPoids</b>	X5	X4,5	X4.5

Sujet : À **quelles difficultés** se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

→ *Quelle politique budgétaire de relance ? mais doc. 1 montre déjà le non-respect des critères de dettes publiques = **difficultés** pour relancer*

## DOCUMENT 3

### *Évolution du principal taux d'intérêt directeur des Banques centrales (États-Unis et zone euro, en %)*



Sujet : À quelles difficultés se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

→ *La BCE mène une pol. Unique pour tous les pays ... à relier avec le doc. précédent pour 2019 Avec taux élevé donc pol. monétaire restrictive donc craintes inflationnistes mais Grèce Esp. Portugal sont proches de la déflation. Réponse adéquate au choc exogène (covid) ? notamment pour Esp. et Grèce qui ont un taux de chômage élevé... choix **difficile** d'une politique satisfaisante pour tous*

## DOCUMENT 4

Baptisé « France Relance » par le gouvernement, le plan de relance français présenté le 3 septembre 2020 sera co-financé par l'État et l'Union européenne. Sur les 100 milliards d'euros engagés, environ 40 milliards sont issus de la facilité pour la reprise et la résilience\*, principal instrument de « Next Generation EU », nom donné au plan de relance européen de 750 milliards d'euros **validé par les 27 chefs d'État** et de gouvernement le 21 juillet 2020. Ce dernier prévoit notamment le versement de près de **390 milliards d'euros de subventions** d'ici 2023, **répartis entre les États membres selon leur population, leur PIB par habitant, leur taux de chômage avant le début de la pandémie et l'impact de la pandémie sur leur PIB et leur niveau d'emploi.**

La France financera elle-même les 60 milliards restants de son plan de relance. [...] Les montants restants de *Next Generation EU* viendront étoffer les programmes européens comme Horizon Europe pour la recherche et l'innovation, mais aussi certains instruments financiers comme *Invest EU* ou le nouveau fonds pour une transition juste. Ils financeront des projets nationaux ou transnationaux.

Le plan de relance français est donc financé à près de 40 % par l'Union européenne. Et plus précisément par un emprunt contracté par l'Union.

Celui-ci doit permettre de financer les **390 milliards d'euros de subventions et d'avancer les 360 milliards d'euros de prêts**. Les États qui souhaitent bénéficier des prêts devront ultérieurement rembourser leur part à l'Union européenne. En revanche, les Vingt-Sept ne devront pas rembourser eux-mêmes les 390 milliards d'euros de subventions qui vont leur être accordées. C'est l'Union européenne qui prévoit de le faire, entre 2028 et 2058, à travers la création de nouvelles ressources propres.

Première d'entre elles, une contribution sur le plastique s'appliquera de façon rétroactive au 1er janvier 2021. De nouveaux dispositifs pourraient également voir le jour d'ici 2023 comme un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et une taxe sur le numérique. Ces nouvelles sources de revenus pour l'Union européenne ont été pensées pour éviter de recourir à une augmentation des contributions nationales, versées directement par les États membres (elles représentent aujourd'hui près des trois quarts du budget de l'UE).

Source : [www.toutteleurope.eu](http://www.toutteleurope.eu), 2021.

\*résilience : le terme désigne ici la capacité à surmonter un choc économique.

Sujet : À **quelles difficultés** se heurtent les États membres de la zone euro pour conduire leurs politiques économiques conjoncturelles ?

*Nécessité d'un accord entre les membres ...*

*... aux caractéristiques économiques démographiques différentes → possibles différends entre les pays → mise à l'agenda différé → or conjoncturel agit sur le court terme = difficultés de mise en œuvre*

*Choc asymétrique → déf. + difficultés cf. ci-dessus et ci-dessous*

→ *Compétitivité (politique de concurrence) avant tout donc mise en avant d'une politique structurelle. Bonne réponse à des difficultés conjoncturelles ?*

*Ce serait environ 25 % du PIB de la France mais un poids faible si on retient 27 pays ? → Impact suffisant ? = difficultés*

→ *Si remboursement alors déficit public ? Dette ? = difficultés*

*Accroissement des charges sur les SNF ?*